



Conseil National Fédéral 11 et 12 décembre 2012

Motion Défendre la République

Le Conseil National Fédéral (CNF) de la fédération Force Ouvrière de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS-FO) réuni les 11 et 12 décembre 2012 à Paris :

Se félicite des actions entreprises, tout au long des derniers mois et des dernières semaines, par la FEETS-FO et ses syndicats nationaux pour la défense du service public en contrant :

- tant les tentatives de dissolution de parties de services des directions départementales des territoires (et de la mer) via des mutualisations préfectoralisées,
- que les attaques menées en sous-main et visant à abandonner les missions de solidarité (ATESAT) et d'assistance (Application du droit des sols) dues par l'Etat aux collectivités locales.

Dénonce, au moment où les pouvoirs publics promettent un changement en matière de méthode :

- la poursuite -en pire- des méfaits de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), sous le couvert d'une Modernisation de l'Action Publique (MAP) qui prévoit de dépecer plus que jamais le service public et notamment les ministères dit non prioritaires tels que le METL, le MEDDE et le MAAF,
- les conditions dans lesquelles -toujours sans débat ni concertation- se décide de futures restructurations des services de l'Etat (à l'exemple de l'annonce, par le Président de la République, de la création d'une Agence de la Biodiversité dès l'ouverture de la Conférence environnementale),
- L'annonce d'un 3^{ème} acte de décentralisation qui, en encourageant des répartitions de compétences entre les services de l'Etat et les collectivités suivant un schéma différent d'une région à l'autre, constituerait une remise en cause sans précédent et atteindrait un point de non retour au principe républicain d'égalité de droits et de traitement entre les citoyens.

Mandate la FEETS-FO afin de combattre toute remise en cause des principes, notamment d'Égalité, de la République.

Motion adoptée à l'unanimité